TRIBUNAL DU TRAVAIL DU HAINAUT
Division Binche

JUGEMENT

prononcé en audience publique de la treizième chambre.

En cause de : **Madame M**

Partie demanderesse,
Comparaissant par Maître Laura Tina MESSINA, avocat, loco
Maître Lidia TERRASI, avocat, à 7100 La Louvière, rue du Parc,
23.

Contre : **La SA FEDERALE ASSURANCE,**
Caisse commune d'assurance contre les accidents du travail,
Dont le siège social est sis
Rue de l'Etuve, 12
1000 BRUXELLES
BCE 0407.963.786

Partie défenderesse,
Comparaissant par Maître Véronique ELIAS, avocat, à 6000
Charleroi, boulevard Audent, 48.

Le Tribunal, après avoir délibéré de la cause, rend ce jour le jugement suivant :

Vu la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire et ses modifications dont il a été fait application.

Vu le dossier de la procédure ;

Vu la requête contradictoire introductive d'instance déposée au greffe du Tribunal du Travail le 13.02.2018 ;

Vu les conclusions de la défenderesse reçues au greffe le 11.07.2018 (par télécopie) et le 16.07.2018 (en original) ;

Vu les conclusions additionnelles et de synthèse de la demanderesse reçues au greffe le 10.08.2018 (par télécopie) et le 13.08.2018 (en original) ;

Vu la fixation de la cause en application de l'article 747 du Code judiciaire à l'audience du 13.11.2018 et la remise contradictoire à l'audience du 8.01.2019 ; à laquelle les parties ont été entendues en leurs dires et moyens ;

Vu les dossiers des parties déposés à cette même audience.

1. Objet de la demande

A titre principal, la demanderesse sollicite :

- qu'il soit dit pour droit qu'elle a été victime d'un accident de travail le 13/02/2017 ;
- la condamnation de la défenderesse à prendre en charge toutes les conséquences de cet accident.

A titre subsidiaire, elle sollicite avant-dire-droit la désignation d'un expert avec une mission habituelle.

2. Recevabilité

Régulière en la forme et dans le temps, la demande est recevable.

3. Les faits

La demanderesse était occupée en qualité d'employée administrative intérimaire par la société TEMPO TEAM, assurée en loi auprès de la défenderesse.

Elle effectuait ses prestations auprès de la société PROXIFUEL HAINAUT.

Le 23 février 2017, la nommée T. complète une déclaration d'accident du travail.

Les circonstances des faits y sont décrites de la manière suivante :

« Environnement : « Lors du soulèvement d'une bonbonne de gaz » ;

Activité générale : « service au client » ;

Activité spécifique : « Lors du soulèvement d'une bonbonne de gaz, V a senti une déchirure au niveau du biceps gauche » ;

Événements déviants : « Charge assez lourde et mauvaise position ».

La déclaration précise également que :

- les faits ont eu lieu le 13 février 2017 à 11h30 et ont été notifiés à l'employeur le 14 février 2017 à 08h00 ;
- il n'y a pas eu de témoin des faits ;
- des soins médicaux ont été dispensés le 15 février 2017 chez un médecin externe et le 16 février 2017 à l'hôpital.

Par un certificat établi le 21 février 2017, le docteur DE BODT atteste avoir examiné la demanderesse le 15 février 2017 et déclare que l'accident a produit les lésions suivantes : « effort de soulèvement, « claquage » épaule G (...) ECHO fissuration partielle sus-

épineux et sous-scapulaires » et que ces lésions auront pour conséquences « I. T. 19 24/2 Prolong 25/02-9/3 ».

Le 28 février 2017, la demanderesse complète un questionnaire à la demande de la défenderesse.

Elle y précise que : « je soulève régulièrement du poids depuis plus de 5 mois et ce jour en soulevant la barrière HERAS qui enferme les bonbonne et en soulevant la bonbonne du client, j'ai ressenti une petite gêne au biceps gauche ».

Elle précise également avoir ressenti des douleurs après avoir soulevé la barrière et la bonbonne.

A l'inspecteur de la défenderesse, la demanderesse déclare le 4 avril 2017 que :

« Je suis intérimaire pour TEMPO TEAM depuis environ 1 an.

Je travaille depuis le 01/06/2016 à PROXIFUEL à ST GHISLAIN, rue Defuisseaux.

J'étais employée administrative et je devais en outre m'occuper des clients qui désiraient des sacs de pellets et des bonbonnes de gaz.

Nous sommes trois dans le bureau, je suis la seule intérimaire, et c'est toujours moi qui devait manutentionner les sacs de pellets, les bonbonnes de gaz et une barrière HERAS qui protège les bonbonnes. Il fallait la manipuler à chaque fois qu'un client voulait une bonbonne de gaz.

Bien que ce n'était pas ce pour quoi j'avais été engagée, je le faisais puisqu'on me l'avait demandé.

Le lundi 13/02/2017, entre 10h00 et 11h00, un client a voulu une bonbonne de gaz. J'ai donc ouvert la barrière HERAS, j'ai pris la bonbonne usagée dans le coffre de la voiture du client.

J'ai déposé la bonbonne côté vide (il y a un côté pour les bonbonnes vides et un autre pour les pleines), j'ai ensuite voulu saisir la bonbonne pleine. Le client a voulu m'aider et lorsqu'on l'a soulevée ensemble, j'ai ressenti comme un élastique qui a cédé au niveau de mon biceps gauche. Le client (dont j'ignore le nom) est le seul témoin oculaire de l'accident.

Je n'ai pas eu mal tout de suite. Mon bras n'a pas gonflé. Je n'ai pas su amener la bonbonne dans le coffre du client. C'est un chauffeur d'un camion qui déchargeait des pellets qui a amené la bonbonne dans le coffre du client. J'ai continué ma journée de travail mais il n'y a plus eu de client pour les bonbonnes de gaz ou les sacs de pellets.

La nuit du lundi 13/02 au mardi 14/02, j'ai commencé à ressentir une douleur vive. J'avais des lancements dans le bras gauche, je ne savais plus le lever.

Le matin, je suis allée sur mon lieu de travail et j'ai prévenu V. N ma collègue et B. L. qui est la responsable du site St GHISLAIN.

J'ai néanmoins réalisé ma journée de travail en prenant du DAFALGAN. J'ai quand même dû aller aux bonbonnes mais j'ai dû faire ce travail en soulevant la barrière avec mon pied. J'ai réussi à réaliser mon travail mais très péniblement. En fin de journée le mardi, j'ai contacté Mr V. F., qui est kiné à CHAPELLE LEZ HERLAIMONT.

Il m'a ausculté le mercredi matin et il a diagnostiqué que la coiffe du biceps s'était enlevée.

Je suis allée au travail le mercredi, après le kiné car j'avais une évaluation avec ma responsable Mme L. G. Je lui ai expliqué ma situation. Je suis allée avec son autorisation chez le docteur DE BODT à MORLANWELZ. ».

La nommée L. B., responsable du site PROXIFUEL SAINT GHISLAIN, déclare quant à elle le 7 avril 2017 à l'inspecteur de la défenderesse :

« Mme M. était occupée au bureau, elle prenait le téléphone, prenait les commandes, faisait du classement.

Elle faisait des tâches administratives.

Lorsqu'un client venait pour une bonbonne ou des pellets, elle était chargée d'ouvrir l'enclos à bonbonnes. Il faut soulever la barrière pour l'ouvrir. Personne ne lui a demandé de porter les bonbonnes ou les sacs à pellets dans le coffre des clients. Si elle l'a fait, je l'ignore. (...)

Elle n'était pas supposée soulever et manipuler les bonbonnes de gaz (10,5 KG) et les sacs de pellets (15 KG).

Lorsque la cliente est une femme seule, Mme M. pouvait l'aider à charger ses achats (bonbonnes ou pellets).

Mme M. ne m'a pas prévenu de quoi que ce soit le 13/02/2017.

Ce n'est que le lendemain qu'elle m'a prévenu qu'elle s'était fait mal en étant aux bonbonnes lorsqu'elle a soulevé la barrière.

Cela m'a étonnée car la barrière n'est pas lourde. Peut-être avait-elle déjà un problème au bras. ».

Le 19 avril 2017, la défenderesse a informé la demanderesse de son refus de conclure à l'existence d'un accident du travail pour les motifs suivants :

- « - A défaut de témoin ou de présomptions graves, précises et concordantes, la preuve d'un événement soudain survenu au travail n'est pas rapportée ;
- Il existe des éléments contradictoires mettant en doute la réalité des faits allégués. Nous estimons que la preuve de l'accident ne nous est pas rapportée ».

4. Discussion

Il incombe au travailleur, qui prétend avoir été victime d'un accident du travail, de démontrer, outre l'existence d'une lésion, celle d'un événement soudain (ayant pu causer cette lésion), ainsi que la survenance de l'accident au cours de l'exécution du contrat de travail.

Une fois ces preuves rapportées, la loi présume que la lésion trouve son origine dans l'accident et que celui-ci est survenu par le fait de l'exécution du contrat de travail, sauf preuve contraire à charge de l'assureur (Loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, art 7 et 9).

Il convient donc **dans un premier temps** d'examiner si les faits sur lesquels se fonde le demandeur pour réclamer réparation sont établis.

La Cour du Travail de Mons a rappelé comme suit les principes applicables en ce qui concerne la preuve d'un accident du travail : « (...) *dans la mesure où le législateur, par les articles 7 et 9 de la loi du 10 avril 1971, a considérablement réduit la charge de la preuve d'un accident du travail dans le chef de la victime, il s'imposait d'être rigoureux dans l'appréciation des éléments de preuve que la victime doit apporter en ce qui concerne l'événement soudain ou la lésion (CT Mons, 13/11/1998, JLMB., 1999, p 113, obs. L. Van Gossum ; CT Mons, 28/06/2000, RG. 14138, inédit).*

De manière concrète, si la seule déclaration de la victime ne suffit pas pour établir l'existence de l'accident du travail, elle peut, néanmoins, être admise comme preuve suffisante si, tenant compte des éléments de la cause, elle s'inscrit dans un ensemble de faits cohérents et concordants (en ce sens : CT Liège, 20/05/1999, RG. 27337/98, inédit) ou, en d'autres mots, si elle est corroborée par d'autres éléments tels les témoignages ou des présomptions graves, précises et concordantes (en ce sens : CT Liège, 28/01/1992, Chr.Dr.Soc., 1992, p 189 ; CT Mons, 22/01/1993, Bull.Ass., 1993, p 433 et note ; voyez aussi L. Van Gossum « accident de travail », Ed. 1994, p 38).

La preuve de l'événement soudain peut, en effet, être rapportée par toutes voies de droit, témoignages et présomptions compris.

L'article 1353 du Code civil énonce que les présomptions qui ne sont pas établies par la loi sont abandonnées aux lumières et à la prudence du magistrat qui ne doit admettre que des présomptions graves, précises et concordantes.

La pertinence et la force probante des présomptions invoquées relèvent, cependant, de l'appréciation prudente, rigoureuse et souveraine du juge du fond (CT Mons, 04/10/2000, RG. 15823, inédit) (Cour trav. Mons, 03/10/2011, R.G.2008/AM/21.046).

La défenderesse fait en l'espèce valoir que :

- La demanderesse n'a signalé à personne la survenance de l'événement alors qu'elle n'était pas seule sur son lieu de travail ;
- Elle n'a pas consulté son médecin traitant le jour-même ;
- Mme L. précise que la demanderesse lui a parlé d'une douleur générée la veille en soulevant la barrière HERAS et non une bonbonne..... ;

- Mme L. minimise le nombre de fois où la demanderesse a dû manipuler les bonbonnes de gaz ou les sacs de pellets car elle précise n'avoir donné aucune instruction à la demanderesse de porter les bonbonnes ou les sacs de pellets dans le coffre des clients.

Le Tribunal estime que le seul fait que la demanderesse n'a ni signalé les faits ni consulté son médecin le jour de la survenance de ceux-ci n'est en soi pas de nature à discréditer ses déclarations.

Il est en effet fréquent qu'après le ressenti d'une douleur qui ne l'invalide pas totalement, la victime d'un accident du travail, fonde l'espoir de la disparition rapide de la douleur et ne se décide à signaler les faits et à consulter un médecin que plus tard, au constat de la persistance de celle-ci.

Le Tribunal estime par ailleurs devoir accorder davantage de crédit aux déclarations de la demanderesse qu'à celle de Mme L. la responsable du site de SAINT GHISLAIN.

Il convient en effet de relever que :

- Selon les dires de l'inspecteur de la défenderesse, Mme L. a minimisé la partie « physique » du travail réalisé par la demanderesse et a insisté n'avoir pas donné pour instruction à celle-ci de porter les bonbonnes ou les sacs de pellets ;
- Mme L. avait intérêt à minimiser la partie physique du travail réalisé par la demanderesse puisque, selon le descriptif des tâches incombant à la demanderesse, aucune tâche à charge ergonomique lourde n'était mentionnée ;
- La déclaration de Mme L. est en partie contradictoire puisqu'après avoir déclaré que « *Personne ne lui a demandé de porter les bonbonnes ou les sacs à pellets dans le coffre des clients. Si elle l'a fait, je l'ignore.* », elle précise que : « *Lorsque la cliente est une femme seule, Mme M. pouvait l'aider à charger ses achats (bonbonnes ou pellets).* ».

Le Tribunal considère que la preuve des faits invoqués par la demanderesse est en l'espèce établie par ses déclarations, lesquelles n'ont jamais varié dans le temps et ne sont contredites par aucun élément du dossier.

Il convient d'examiner, dans un second temps, si les faits relatés constituent un événement soudain au sens de l'article 9 de la loi du 10 avril 1971.

L'exercice de la tâche journalière normale peut constituer l'événement soudain pour autant que puisse y être décelé un élément qui a pu causer la lésion.

Il n'est toutefois pas requis que cet élément se distingue de l'exécution du contrat de travail (Cass., 02 février 1998, Chr.D.S., 1998, 422; Cass., 14 février 2000, J.T.T. 2000, p. 406 ; Cass., 2 janvier 2006, *J.L.M.B.*, 2006, p. 683 ; Cass., 28 mars 2011, S.10.0067.F, disponible sur juridat).

Il n'est pas davantage requis que le mouvement ou l'effort soit anormal.

La seule question qu'il convient en effet de se poser est celle de savoir si l'élément identifié dans le temps et dans l'espace est susceptible d'avoir pu causer la lésion (voir

en ce sens Cass., 21 avril 1986, *Pas.* 1986, I, p. 1023 et C. Trav. Mons, 13 nov. 1998, J.L.M.B., 1999, p. 113).

C'est ce critère qui permet de ne pas retenir comme accident de travail n'importe quel événement qui peut survenir au travailleur pendant l'exécution de son contrat de travail.

Afin de ne pas priver d'effectivité la présomption de causalité entre l'événement soudain et la lésion, il s'agit ici d'opérer une vérification marginale, qui conduit à exclure la reconnaissance d'un événement soudain lorsque le fait invoqué est manifestement sans rapport avec la lésion (C.T. Bruxelles, 21/11/2016, R.G. 2014/AB/979, disponible sur Strada).

Il a été jugé qu'un geste ne peut être qualifié de « geste banal et insignifiant » dès lors qu'il peut être établi, notamment par expertise, qu'il a été la cause à tout le moins partielle de la lésion (C. Trav. Liège, 9 déc. 1998, inédit., R.G., n° 25274/96).

Il est en l'espèce établi que le 13 février 2017, au cours de l'exécution de son travail, la demanderesse a ressenti une douleur au biceps gauche, après avoir soulevé une barrière et une bonbonne de gaz.

Ce geste constitue un fait déterminé dans le temps et dans l'espace, identifié dans le cours de l'exercice de ses fonctions.

La lésion invoquée (tableau échographique de péri-arthrite scapulo-humérale gauche avec fissuration partielle non transfixiante des tendons des muscles sus-épineux de l'épaule gauche) est établie par l'examen radiographique du docteur TEBACHE.

La défenderesse fait valoir que les examens médicaux réalisés ne mettent en évidence aucune lésion d'ordre traumatique, mais plus spécialement un tableau de péri-arthrite scapulo-humérale gauche qui n'est pas une lésion accidentelle mais bien une pathologie invalidante d'un organisme affaibli de très longue date.

Si par impossible, le Tribunal devait considérer qu'il y a événement soudain, elle sollicite, à titre infiniment subsidiaire, de pouvoir renverser la présomption visée à l'article 9 de la loi du 10.04.71 en désignant un expert médecin qui, avant la mission habituelle, sera chargé d'une mission spécifique relative au lien causal.

Ce n'est que s'il était établi que la lésion découlait exclusivement d'une cause physique interne à la demanderesse et que donc il n'y avait pas le moindre rapport entre l'événement soudain du 13 février 2017 et la lésion que la présomption légale serait renversée.

Il y a lieu de désigner un expert-médecin et de lui confier la mission libellée au dispositif ci-dessous dans des termes tenant notamment compte de la présomption légale réfractable de causalité entre l'accident et la lésion.

**PAR CES MOTIFS,
LE TRIBUNAL DU TRAVAIL,**

Statuant contradictoirement,

Reçoit la demande,

Dit que la demanderesse apporte la preuve d'un événement soudain et d'une lésion de sorte que l'existence d'un accident du travail peut actuellement être présumée.

Avant dire droit au fond, tous droits saufs des parties, ordonne une expertise médicale et désigne à cet effet, en qualité d'expert : le Docteur **Paul ROBERT**,

dont le cabinet est situé : Espace Santé, boulevard Zoé Drion, 1 à 6000 Charleroi,

2) au cas où ce médecin serait empêché de remplir la mission d'expertise, le docteur **Michel MEGANCK**,

adresse du courrier et du cabinet : Chaussée du Château Mondron, 81 à 6040 Jumet,

avec la mission :

- 1° de s'entourer de tous renseignements et documents utiles, notamment en prenant connaissance des documents médicaux, psychotechniques ou autres, rassemblés dans un dossier inventorié, que les parties lui remettront huit jours au moins avant le début de ses travaux ;
- 2° d'examiner la partie demanderesse ;
- 3° de ne procéder ou faire procéder par un médecin spécialisé ou par un conseiller technique qu'aux examens qu'il jugera nécessaires pour lui permettre d'établir un avis provisoire ;
- 4° de décrire l'état de la partie demanderesse et en particulier les lésions dont elle a été et reste éventuellement atteinte
- 5° de dire s'il est établi, avec le plus haut degré de vraisemblance que permettent les connaissances médicales, que les lésions présentées par la demanderesse n'ont pas été causées, même partiellement, par l'événement soudain tel que décrit dans les motifs du présent jugement
- 6° en cas de réponse négative (c'est-à-dire si les lésions constatées ont un rapport, même partiel, avec cet événement soudain)
  - de fixer les taux et durées des incapacités temporaires qui en résultent compte tenu du métier exercé au moment de l'accident,
  - après avoir déterminé la date de consolidation des lésions, de dire si le demandeur reste atteint d'une incapacité permanente en tenant compte :
    - a) d'une part : lorsque le degré d'incapacité constaté à la suite d'un accident du travail est dû à la combinaison d'un état pathologique antérieur et des effets de l'accident, du fait que l'incapacité doit être légalement imputée pour le tout à l'accident sans soustraction pour les effets invalidants de l'état antérieur et ce en raison du caractère forfaitaire du système légal de réparation dès lors et aussi longtemps que l'accident est au moins la cause partielle de cette

incapacité (Cass., 01/04/1985, Pas., I, 963 ; C.C., 26/06/2002, *Bull.Ass.* 2002, p. 830 ; Cass., 05/04/2004, R.G. S.03.0117 F et Cass., 30/10/2006, R.G. S.06.0039.N) ;

- b) d'autre part, des répercussions de l'invalidité physiologique sur la capacité de travail de la partie demanderesse, eu égard à son âge, son degré d'intelligence et d'instruction, sa profession, la possibilité pour elle d'apprendre un autre métier et sa capacité de concurrence sur le marché général du travail.

Pour remplir sa mission, l'expert devra, dans le respect des dispositions inscrites aux articles 962 et suivants du Code judiciaire, telles que modifiées par la loi du 30 décembre 2009 portant des dispositions diverses en matière de Justice (M.B. du 15 janvier 2010, éd. 2) :

- endéans les quinze jours de la notification de la consignation de la provision fixée ci-après, aviser les parties par lettre recommandée à la poste ainsi que leurs conseils juridiques et techniques et le juge par lettre missive des lieu, jour et heure où il commencera ses travaux ;
- concilier les parties si faire se peut ;
- acter ses constatations et les observations des parties ;
- communiquer **ses constatations et son avis provisoire** au juge, aux parties et à leurs conseils, tout en fixant à ces derniers un délai d'au moins quinze jours pour lui faire connaître leurs observations éventuelles ;
- reprendre ces observations dans son rapport et les rencontrer ;
- faire de ses opérations, discussions et conclusions un **rapport final** motivé, détaillé et daté, qu'il signera après y avoir mentionné la formule légale du serment, le tout conformément à l'article 978 du Code judiciaire ;
- inclure dans ce rapport le relevé des notes et documents qui lui auront été remis par les parties ;
- déposer dans les **sept mois** de la réception du présent jugement, au greffe du tribunal du travail :
  - la minute de son rapport au bas duquel sera inscrit l'état de ses frais et honoraires, et une copie de ce rapport ;
  - la minute de son état de frais et honoraires établi de manière détaillée tel que prévu à l'article 990 du Code judiciaire ;
  - les copies des lettres de convocation et d'envoi du rapport aux parties ;
- adresser, le même jour, une copie certifiée conforme de son rapport ainsi que de son état de frais et honoraires détaillé, par lettre recommandée à la poste à chacune des parties et par lettre missive à leurs conseils ;

Charge Mme MARCOTTE, juge au tribunal du travail, ou à défaut tout autre juge de ce tribunal désigné à cet effet par une ordonnance du Président du tribunal, de suivre le déroulement de l'expertise et de procéder à son contrôle comme indiqué à l'article 973, §1^{er}, du Code judiciaire.

Fixe à 1.000 € le montant de la provision et à 1.000€ la partie raisonnable de cette provision qui sera libérée en faveur de l'expert à la demande de celui-ci, ce second montant devant être majoré de la TVA dans l'hypothèse où l'expert est assujéti à la TVA.

Dit pour droit que la partie défenderesse aura à consigner les fonds, endéans les quinze jours à dater de la notification du présent jugement, sur le compte du greffe du tribunal du travail du Hainaut, Division Charleroi (compte n ° BE 94 679-2009078-14) ou sur un compte dans un établissement de crédit dont les parties ont convenu.

Réserve à statuer sur le surplus et sur les dépens.

Renvoie la cause, quant à ce, au rôle particulier de la 13^{ème} chambre

Ainsi rendu et signé par la treizième chambre du Tribunal du travail du Hainaut, Division Binche, composée de :

Mme MARCOTTE,
M. DELEPIERE,
M. MEUNIER,
Mme ANIZE,

Juge au Tribunal du travail, président la chambre,
Juge social suppléant au titre d'employeur,
Juge social au titre de travailleur employé,
Greffier.

ANIZE

MEUNIER

DELEPIERE

MARCOTTE

Et prononcé en audience publique du 12 février 2019 de la treizième chambre du Tribunal du Travail du Hainaut, Division Binche, par Mme MARCOTTE, Juge au Tribunal du travail, président de la Chambre, assistée de Mme ANIZE, Greffier

Le Greffier,

Le Président,

ANIZE

MARCOTTE